

Le patron d'EDF remercié par l'État



La tension était trop forte entre le gouvernement et le président directeur général d'EDF, Luc Rémont.

Matthieu Rondel, AFP

Le gouvernement a mis un terme au mandat de Luc Rémont, patron de l'électricien. L'Élysée veut placer Bernard Fontana, patron de Framatome, à la tête de l'entreprise publique.

La tension était trop forte entre le gouvernement et le PDG d'EDF. Le ministre de l'Économie, Éric Lombard, a mis fin vendredi au mandat de Luc Rémont, patron de l'électricien tricolore depuis novembre 2022. À sa place, le président de la République « **envisage de nommer Bernard Fontana** », a fait savoir l'Élysée. « **C'est le patron de Framatome, c'est-à-dire ceux qui ont joué un rôle dans la filière nucléaire très important** », a déclaré François Bayrou. Cette nomination surprise doit encore être approuvée par les commissions intéressées à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Un secteur en proie aux polémiques

La mission de Luc Rémont devait initialement se terminer fin juillet. Mais il « **était depuis plusieurs jours sur la sellette** », souligne le média *Contexte*. En cause notamment, une mésentente avec les industriels français sur les nouveaux prix de vente de l'électricité nucléaire. En pleine négociation des contrats d'électricité de long terme, l'entreprise publique a annoncé la mise aux enchères de son nucléaire.

Le patron de Saint-Gobain, Benoit Bazin, a dénoncé sur *BFM* jeudi soir, « **un bras d'honneur** » fait par l'énergéticien aux industriels tricolores. « **Ce qu'on nous dit, c'est qu'elle pourra doubler** » la facture d'électricité, fustige celui qui affirme avoir repoussé des investissements dans l'Hexagone.

Le non-renouvellement du mandat de Luc Rémont intervient aussi dans la foulée d'un conseil de politique nucléaire (CPN), lundi, où l'État a sommé EDF « **d'amplifier les actions de maîtrise des coûts et du calendrier** ». À cette occasion, l'Élysée avait aussi officialisé le décalage de la mise en service du premier des réacteurs EPR2 à 2038, au lieu de 2035. L'État veut à tout prix éviter la répétition d'un scénario à la Flamanville (Manche), l'EPR normand dont les coûts et le calendrier avaient dérapé.

Cette semaine, a également été annoncée la nomination de Dominique Voynet, députée écologiste du Doubs, au sein du Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire. Un choix qui a suscité la colère de députés pro-atome, comme l'ex-ministre de l'Économie, Antoine Armand.

Interrogée par *Le Monde*, l'intéressée affirme, elle, vouloir « **essayer d'en savoir plus, dans un monde encore relativement opaque** », alors que l'État projette la construction d'au moins six nouveaux réacteurs nucléaires.

Mathilde GOLLA.